Burundi: Opposition, medias et société civile dans le collimateur du pouvoir

@rib News, 23/08/2011 – Source XinhuaLe Conseil national de sécurité a accusé, au cours de sa réunion du 18 au 19 août 2011 à Bururi, au sud du Burundi, les organisations de la société civile (OSC), certains partis politiques et des journalistes de tenir un langage qui enrichit le lit de la criminalité au Burundi.Le communiqué sanctionnant les travaux de cette réunion a été lu lundi par le ministre de la Défense nationale et des anciens combattants et certains des accusés n'ont pas tardé à donner leurs réactions.

"Le Conseil national de sécurité est profondément préoccupé par les déclarations non apaisantes de certains individu la classe politique, de la société civile et de certains medias qui semblent cautionner la criminalité consécutive au banditisme, aux conflits fonciers et à la prolifération des armes au sein de la population civile. Il rappelle que ces actes criminels sont intentionnels et ne révÃ"lent aucun caractÃ"re rebelle", a annoncé lundi le général Pontien Gaciyubwenge.Le Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC) a réagi mardi face à ces accusations portées par le conseil national de sécurité.Pacifique Nininahazwe, le déléqué qénéral du FORSC se dit étonnÃ "un tel conseil apparemment ne connaît pas les pleurs des Burundais. Chaque jour, on dénonce des morts, des cadavres que l'on découvre ici et là sans que l'on puisse nous dire qui est en train de tuer les Burundais. Le tout petit minimum aurait été juste d'exprimer la solidarité, la condoléance avec les familles qui souffrent aujourd'hui pour les leurs qui ont été tués et ensuite pour nous dire les mesures qui ont été prises pour que cela ne se reproduise plus". C'est le même son de cloche chez les professionnels des medias qui se disent consternés par la globalisation portée contre eux par le Conseil national de sécurité."Ce n'est pas bon de globaliser parce que la globalisation est des fois à cà té de la réalité. Certes, je ne peux pas nier qu'il y ait des fautes professionnelles qu'on connaît ici et IÃ dans les medias. Si on allait globaliser, ce ne sont pas non plus certains d\(\text{\text{\text{\text{Q}}}}\) tenteurs du pouvoir public qui seraient \(\text{\text{\text{\text{\text{\text{q}}}}} is de cela, car si on devrait prendre les abus qui sont commis par un agent ou un cadre du pouvoir public et qu'on le globalise sur tout le pouvoir, ça serait effectivement malhonnête", a déclaré de sa part Alexandre Niyungeko, président de l'UBJ, l'Union burundaise des journalistes.Une incompréhension des activités des OSC et des medias par le pouvoir de Bujumbura rà gne depuis un certain temps au Burundi, mais avec la tenue à Gitega (centre du pays) mercredi des états généraux de la société civile avec le pouvoir, le FORSC pense que ce climat de suspicion pourra Ãatre dissipé durant les deux jours que vont durer les travaux.